

## **Cycle : La France est-elle une nation stratège ?**

### **Politique industrielle : The Winner is...**

Les discours sur la « ré-industrialisation » de la France ont la côte, pourquoi s'en priver !? En dépit des réalités de notre époque, j'entends des discours engagés au nom du patriotisme industriel dans une reconquête du marché digne des années 70/80. Triste situation où l'on se tourne vers le passé plutôt que de clarifier les stratégies économiques, les enjeux, du nouveau siècle. Le fétichisme affiché envers le renouveau industriel de la France est inquiétant. Il n'est pas inquiétant parce qu'il répond à une aspiration ancienne et louable d'offrir du travail à des milliers d'ouvriers en voie de déclassement. Il n'est pas inquiétant parce qu'il tend à rapatrier, à relocaliser des activités de main d'œuvre parties à l'étranger. Non, il est inquiétant parce qu'il est dans la bouche de gens qui devraient avoir compris que l'enjeu est de fournir des biens à haute valeur ajoutée, mais aussi des services et des savoirs faire en matière d'ingénierie et d'organisation que possèdent et maîtrisent les pays avancés dans des secteurs aussi différents que la santé, la banque, le droit, les transports ou l'énergie.

Personne ne semble s'étonner que la France avec moins de 4 % d'agriculteurs reste un des champions du monde de l'exportation agroalimentaire<sup>1</sup>. Voir se réduire le bataillon des ouvriers des industries aux environs de 11% ne devrait donc pas nous inquiéter outre mesure. Ni nous étonner. La disparition de milliers d'emplois industriels et le faible taux d'activité de la population française tiennent autant de notre indigence à nous doter d'une politique industrielle moderne qu'à la punition que nous imposons à notre industrie avec trop de taxes et d'impôts<sup>2</sup>. La dégradation bien réelle de nos exportations et des revenus correspondants est une catastrophe, mais en fait elle n'illustre que le déficit de la présence française à l'étranger. C'est par voie de presse que l'on apprend que le Qatar, pays immensément riche, est preneur des expertises françaises afin de se doter de compétences dans le domaine de la santé et de l'assurance mais aussi des industries et des transports du gaz naturel liquéfié. Message envoyé par le Ministre de l'Economie et des Finances du Qatar qui entend diversifier ses partenariats. Encore récemment, un membre du gouvernement indien, qui souhaitait lui aussi diversifier les partenariats signés par son pays, a proposé une rencontre exploratoire avec un dirigeant d'un des plus grands groupes du BTP français pour la construction de routes et d'autoroutes. Il s'est entendu répondre qu'un rendez vous ne s'imposait pas, l'Inde n'intéressant pas le groupe de BTP en question. Dommage, dommages ! Lorsque des ouvriers et des techniciens français partent monter une usine en Pologne, prendre en charge l'ingénierie d'une plateforme pétrolière en Afrique ou participer à la construction d'une centrale nucléaire ou d'un barrage quelque part en Asie, ils incarnent la présence des compétences françaises dans le monde. Mais cela reste encore le cas lorsque ce sont des juristes qui aident un gouvernement à construire son administration judiciaire ou lorsque des ingénieurs en sécurité industrielle mettent en place des

---

<sup>1</sup> La France est leader internationale en matière de R&D dans le secteur. Pour plus d'infos voir : Conférence Mondiale sur la Recherche Agricole pour le Développement <http://www.agro-montpellier.fr/web/pages/?idl=19&all=agenda&id=20>

<sup>2</sup> Des alternatives existent qui permettraient de modifier le modèle économique du monde du travail. Mais chaque fois, on se heurte à la difficulté pour les classes dirigeantes à lâcher prise vis-à-vis du système existant. La peur plus que les impossibilités économiques, techniques ou sociales bloque tout.

normes qualité dans une usine Seveso en Bulgarie. La France fait partie d'une immense chaîne de pays savants. C'est son expertise qu'elle doit projeter sur les nouveaux marchés à l'étranger. C'est cela, une politique industrielle des années 2000.

Nous devons prendre garde à nos vieux réflexes. Ils me font penser à l'époque où la France investissait à tour de bras sur une industrie charbonnière moribonde alors que déjà le secteur des services en plein développement manquait de soutien et de financements. Dans un monde industriel sans frontières nous devons déjà distinguer entre l'endroit où l'on crée le chiffre d'affaires et celui où l'on constitue la meilleure marge. Une démonstration que j'ai souvent faite avec [l'Entreprise Virtuelle](#). En Mars dernier, le journal *Les Echos*, revenait sur le sujet dans un papier de Yann Rousseau. Ce dernier rapporte une étude faite en Californie qui décortique le revenu engendré par la fabrication de l'iPod d'Apple composé de 451 pièces achetées à différentes sociétés, en Asie notamment. L'étude de la chaîne de la valeur montre que les disques durs fabriqués en Chine ou aux Philippines pour Toshiba sont facturés 73 dollars à Apple. Une vingtaine de dollars seulement resteront à Toshiba après règlement de ses sous-traitants. Des firmes américaines apportent les puces multimédias, elles même produites à Taiwan, les cartes mémoires viennent du coréen Samsung. Finalement, lorsque l'on fait le bilan de la répartition de la chaîne virtuelle, de la conception à la mise sur le marché, on s'aperçoit que, sur la valeur de production globale de 163 dollars, la Chine n'a perçu que 4 dollars par iPod, les entreprises japonaises 26 dollars, contre 80 dollars pour Apple. Ma question est la suivante : Qui gagne le plus d'argent ? En admettant que cela soit possible, voulons nous devenir une industrie de main d'œuvre qui manipule à longueur de journées des chaînes de machines outils, devenir le maillon industriel de l'Europe pour des biens produits et achetés quelques euros !? Nos vieux réflexes ont la vie dure. Notre problème n'est pas de faire simplement du chiffre d'affaires, mais de dégager des marges, des bénéfices rapatriés en France pour financer notre R&D et les écoles assurant les formations de nos techniciens et la présence des réseaux d'expertises français à l'international. Nous devons prendre conscience que les concurrences économiques, les facteurs clés de compétitivité des nations se sont déplacées sur d'autres terrains<sup>3</sup>. « [Netbrain, les batailles des nations savantes](#) » mettait en évidence la spécificité de l'approche relative à l'économie des savoirs dans sa capacité à valoriser et à rendre marchandes ses expertises. Il nous faut maintenant comprendre que parler du secteur quaternaire (ou économie des savoirs) ne consiste pas à ajouter un secteur d'activités supplémentaire aux trois autres. Comme on le voit avec le graphisme ci-dessous, le secteur quaternaire, qui consiste à incorporer des savoirs, de l'innovation donc de l'intelligence dans l'ensemble des activités, est transversal à tous les autres. On l'aura noté, cette particularité adosse le secteur quaternaire sur les trois secteurs traditionnels. Ce qui donne raison à ceux qui pensent qu'on ne peut se faire surprendre en déficit à l'exportation sur un segment d'activités alors que d'autres sont en pleine expansion. Sauf qu'en France c'est l'ensemble des secteurs qui se présentent en situation de faiblesse faute d'avoir anticipé ce que seraient les expertises que nous exporterions un jour.

---

<sup>3</sup> Aurait-on déjà oublié la baston qui a opposé, à la fin de la deuxième guerre mondiale, russes, américains et anglais pour capturer les sommités scientifiques qui avaient travaillé avec le régime nazi dans la chimie ou sur les fusées à l'exemple de Von Braun ? Les alliés ont aussi imposé aux vaincus de leur abandonner les brevets de l'aspirine au titre des dommages de guerre.

Primaire	Secondaire	Tertiaire
Agricole et cols verts	Industries et manufactures	Services y compris en ligne
<b>Secteur Quaternaire de l'économie des connaissances</b>		

Ce ne seront pas les industriels, les grandes usines qui seront les gagnants de l'économie du futur. Ce seront les sociétés qui maîtrisent la complexité, qui savent gérer des logistiques et des ingénieries compliquées. Faut-il insister encore ? Où sont donc les VRP des expertises françaises que l'on attend de par le monde !? Ceux qui détiendront ces réseaux d'expertises les plus demandés seront les grands gagnants de l'économie du futur ! Malgré la crise l'Allemagne bénéficie encore d'un excédent commercial de 136 milliards en 2009 contre 178,2 milliards en 2008. La France a accusé sur la même période un déficit de 43 milliards contre 56 milliards en 2008. L'Allemagne a fortement investi sur l'expansion internationale pour compenser une demande faible sur son marché domestique et elle a surtout misé sur des produits à forte valeur ajoutée. Nos ingénieurs valent les leurs. La différence ne tient seulement pas à l'importance respective de nos secteurs industriels mais à l'efficacité de leurs réseaux d'experts implantés à l'étranger. La France disparaît de la carte surtout parce que nous sommes largement absents des marchés d'expertise mondiaux et des principaux lieux de fabrication des normes et des standards internationaux. Or, ces marchés, de plus de 500 milliards d'euros dans les 5 années qui viennent - ce qui représente plus de 25 000 milliards d'euros en termes de résultats induits - sont une source considérable de valeur et d'influence. Devons-nous nous résigner alors que nous disposons de toutes les réserves d'intelligence et de savoir pour affronter avec succès nos compétiteurs européens, asiatiques ou américains qui, aujourd'hui, dominent ces marchés. Seulement pour cela nous devons nous organiser et mettre en place une stratégie de conquête. Au-delà des recommandations opérationnelles de son rapport, devenu depuis un petit livre à succès : « *Quand la France disparaît du monde* », Nicolas Tenzer<sup>4</sup> a décidé de se consacrer à une action en ce sens en créant l'Initiative pour le Développement de l'Expertise Française à l'International et en Europe (IDEFIE) qui rassemble secteur privé, professions libérales, administrations et milieux académiques dont le premier but est d'accroître l'influence de la maison France sur les marchés internationaux. En créant progressivement des sections dans la plupart des pays importants, en mettant en place des groupes de stratégie par grands domaines, en constituant une offre d'expertise aujourd'hui dispersée, nous pouvons selon lui relever le défi. L'importance croissante de l'incorporation de l'intelligence et des savoirs dans les produits modernes modifie profondément l'idée que l'on se fait d'un portefeuille d'activités modernes. Dans le secteur primaire par exemple la France peut avoir toutes ses chances dans les activités de « terraformage ». Alors que les guerres de l'eau ne cessent de s'étendre, il n'y a pas besoin d'attendre d'arriver sur la Lune ou sur Mars pour se constituer un savoir faire sans équivalent en matière de modification des terres, des irrigations et des climats. Savoir gérer des déchets, traiter des anomalies dans la chimie des sols ou comment protéger des cultures des agressions pour le secteur primaire est tout aussi important que de maîtriser les procédés de fabrication des céramiques industrielles, les alliages des nanotechnologies pour le secteur secondaire ou les façons enfin d'utiliser internet

<sup>4</sup> **Nicolas Tenzer**, normalien de la rue d'Ulm et énarque, haut fonctionnaire, président d'Initiative pour le Développement de l'Expertise Française à l'International et en Europe (IDEFIE), il est l'auteur de trois rapports officiels au gouvernement et de nombreux essais dont « *Quand la France disparaît du monde* » (Grasset, 2008)

pour imaginer des services en ligne originaux pour le secteur tertiaire. Savoir créer des [logiciels de RV ou de simulation pointus](#) en France me paraît aujourd’hui bien aussi urgent que de vouloir absolument fabriquer des voitures que nous avons collectivement tout fait pour les rendre aussi chères que possible. Le soutien à des laboratoires travaillant sur les nouveaux matériaux, les traitements d’enfouissement du carbone, celui des résidus ou la gestion économe de l’eau feront partie des nouvelles expertises à vendre au monde. Mais, pour conduire une politique industrielle, de la même façon que l’on conduit une guerre de conquête, il faut une logistique adaptée et des objectifs. Zéro pointé sur cette question. Je ne crois pas que le fait de vouloir faire jouer ses muscles en revenant à une vision étatique de la politique industrielle aura une quelconque influence sur le silence de la plupart des institutions françaises face à la demande mondiale d’expertises. Bernard Carayon, député du Tarn en fait un constat désolant lorsque, évoquant dans les colonnes *le Figaro* l’échec de la candidature d’EADS aux Etats-Unis pour les avions ravitailleurs, il observe que « *En France comme en Europe, nous payons cash l’absence de politique industrielle et de diplomatie économique concertée* »<sup>5</sup>. Je crains qu’il n’imagine même pas à quel point il a raison. Des ambassadeurs itinérants sans objectifs, ni moyens. Un éparpillement des services de développement économique dans les ministères. Un saupoudrage d’actions sans directives, ni suivis faute de vrai patron. Des ambassadeurs à l’étranger sans relais, ni argent, ni interlocuteurs. Et pour couronner le tout un Ministre des Affaires étrangères qui rêve que tous les représentants de la France à l’étranger doivent tous devenir des *French Doctor*, plutôt que défenseurs de nos intérêts économiques et industriels. C’est une œuvre de longue haleine et anticipatrice qui nous est promise. Tout l’envers du rêve des élus et des gouvernements de voir pousser dans l’année le blé semé. *Ce dont nous avons besoin c’est d’une logistique, des budgets, des supports et des réseaux adaptés à la vente des expertises françaises dans le monde.* En d’autres termes, pour gagner les [Batailles des Nations Savantes](#), nous ne manquons ni d’ingénieurs de qualité, ni d’entreprises innovantes, ni de produits et d’expertises utiles ; nous manquons cruellement de la volonté politique et des instruments qui permettent de projeter ces expertises partout dans le monde.

[Denis C. Ettighoffer](#)

---

<sup>5</sup> [Le Figaro « Le scandale des avions ravitailleurs »](#)